



Déclaration des représentant-es de la FSU

lors du CDEN du 20 novembre 2018

Mesdames et Messieurs les représentant-es au Conseil Départemental de l'Education Nationale,

Nous nous réunissons dans un moment de tensions sociales et politiques qui ne nous surprend pas tant nous alertons depuis des années sur les risques que fait peser sur notre pays la succession de gouvernements mal élus qui imposent la même thérapie de choc thatchérienne en dépit de l'opposition populaire.

En l'occurrence, le gouvernement Macron, fidèle aux injonctions de ses maîtres des institutions financières et de l'UE, a multiplié les cadeaux aux plus fortunés et aux grosses entreprises : réforme de l'ISF, flat tax, exit tax, CICE doublé, secret des affaires... Les coffres sont pleins, les bénéficiaires des grands groupes explosent et les grandes familles ont vu en un an leur patrimoine bondir de 14 %.

Dans le même temps, le gouvernement a multiplié les attaques non seulement contre les services publics et les conquits sociaux mais aussi contre le pouvoir d'achat des classes populaires : hausse de la CSG, baisse des APL, retraites augmentées en dessous de l'inflation, blocage des salaires, taxe diesel... avec une volonté marquée de déplacer la charge fiscale sur les impôts indirects, totalement injustes car pénalisant davantage les plus pauvres que les riches.

Au final, l'austérité généralisée, la dégradation des services publics (hôpitaux, rail, bureaux de poste...), le dynamitage des garanties collectives et des systèmes solidaires s'imposent à la majorité de la population.

Alors, c'est vrai, le gouvernement travaille. Il travaille à privilégier les privilégiés, et il travaille aussi beaucoup à expliquer sans cesse à un peuple ignare et geignard, que c'est pour le bien de la patrie, pour la compétitivité du pays et que si les résultats ne sont certes pas encore là, ils ne vont pas tarder à se faire sentir.

Mais les résultats de cette politique sont bien là et la réalité s'impose sur les discours qui prétendent la travestir.

Aujourd'hui, M. Macron est dans les abysses sondagiers, mais droit dans ses bottes comme le fut M. Juppé en son temps. Il affirme qu'il continuera sa politique, affichant à chaque occasion son mépris et son ignorance pour le peuple de France et préparant de fait les conditions d'une explosion sociale.

Nous verrons bien ce que l'avenir nous réserve mais la FSU sera en tout état de cause aux côtés de celles et de ceux qui se battent pour le bien commun contre ceux qui ne croient qu'aux calculs égoïstes et ne jurent que par les premiers de cordée.

Dans l'Education, la FSU combat les orientations budgétaires et politiques du gouvernement qui prolongent celles des gouvernements précédents et redéfinissent sans aucun débat national d'ampleur le système éducatif français, sous l'impulsion des stratégies européennes en matière éducative. Le nouveau modèle est défini par le bloc primaire-collège d'une part et le bloc bac-3/bac+3 d'autre part, le tout étant assujéti au dogme de la concurrence libre et non faussée entre établissements et entre élèves, tandis que les suppressions de postes seront massives, même si la démographie scolaire est, elle, à la hausse. Il faut dire que M. Blanquer est un expert en cette matière, ayant déjà présidé aux 80000 suppressions de postes de l'ère Sarkozy.

Pour le 1^{er} degré :

En ce CDEN bilan de rentrée, vous allez très certainement nous annoncer, M. le DASEN, que tout va bien dans les écoles tarnaises. Nous allons vous annoncer, nous, ce qu'il en est réellement.

Depuis 2015, les écoles des quartiers de Cantepau à Albi et de Laden à Castres ne sont plus en Éducation Prioritaire. Cet abandon de la part de l'Éducation Nationale s'y accompagne d'un abandon généralisé de tous les services de l'État.

Ce sentiment d'abandon et la paupérisation grandissante dans ces quartiers entraînent les situations de violence que l'on a connues ces dernières semaines mettant en danger élèves, enseignants et habitants.

Comme nous le réclamons depuis 2015, il est urgent que l'État investisse les moyens dans ces quartiers et que l'Éducation Nationale les classe à nouveau en Éducation Prioritaire.

Nous vous demandons à nouveau M. le Préfet et M. le DASEN de prendre vos responsabilités et de réclamer tous les moyens nécessaires pour redonner une chance aux habitants de ces quartiers et de tous ceux qui le nécessitent.

Suite au dédoublement des CP en REP, nombre de classes se trouvent au-dessus des seuils établis par l'administration elle-même. Comment imaginer qu'une classe fonctionne correctement avec des effectifs aussi élevés, sous prétexte que la classe d'à côté a des effectifs corrects ?

Quelles solutions avez-vous apporté à tous ces collègues de REP hors CP ?

La FSU propose que les moyens mis en œuvre pour dédoubler les CP et les CE1 soient utilisés pour diminuer les effectifs de toutes les classes. A 12 en CP et CE1 puis à 26 ou 27 en CE2, CM1 et CM2, on ne travaille pas correctement. A 20 en CP, CE1, CE2, CM1 et CM2 on peut travailler correctement.

A la vue de vos documents, on constate la chute vertigineuse de la scolarisation des enfants de 2 ans que nous dénonçons depuis de nombreuses années. Nous avons atteint un taux historiquement bas. Les écoles ne peuvent plus accueillir ces enfants puisqu'ils ne sont pas comptabilisés dans les effectifs et se retrouveraient dans des classes surchargées. Nous vous demandons à nouveau de tenir compte de ces enfants dans les calculs d'effectifs afin de pouvoir les scolariser réellement. D'ailleurs, pourriez-vous expliquer à ce CDEN les raisons pour lesquelles on ne les comptabilise pas alors qu'ils sont physiquement dans les classes ? Nous souhaiterions par ailleurs, obtenir les taux de scolarisation des enfants de 2 ans dans le privé. Nous supposons que nous serions surpris...

Comme à chaque CDEN, la FSU dénonce la fermeture programmée de l'école Camille Claudel et les méthodes plus que douteuses qui ont été mises en œuvre. Pourquoi fermer une école qui fonctionne correctement, qui ne coûte quasiment rien en entretien alors que les usagers de cette école sont contre et que la vie du quartier en dépend ?

La FSU s'inquiète des annonces du ministère qui prévoit un statut spécifique pour les directeurs et directrices d'écoles. Le SNUipp-FSU a interrogé la profession lors des États Généraux de la direction d'école. Il en est ressorti que pour améliorer la gestion des écoles, les directrices et directeurs ont avant tout besoin de temps, de personnels supplémentaires pour aider au fonctionnement de l'école et d'une formation autour de la dynamique collective ainsi que l'élaboration et l'impulsion de projets communs. Tout cela est à l'opposé du nouveau maillon hiérarchique que le Ministre préconise.

Les évaluations nationales de CP et CE1 ont été jugées unanimement inappropriées et anxiogènes pour les élèves, et ont mis à mal bon nombre d'enseignants lors de la passation. Et ce n'était que le début des difficultés puisqu'il a fallu rentrer les résultats. De nombreux témoignages nous remontent faisant part d'heures innombrables passées à rentrer les résultats de quelques élèves.

Les enseignants ont appris dans les journaux les résultats de ces évaluations plusieurs semaines avant que ceux de leur classe ne leur soient communiqués. Quel mépris de la part du Ministre de privilégier la presse pour mieux faire passer ses réformes au lieu de faire redescendre les résultats aux enseignants qui se sentent totalement dépossédés de leur métier.

La FSU s'inquiète de cette dérive autoritaire de pilotage.

Concernant les Lycées-collèges,

nous ne reviendrons pas longuement, nous l'avons déjà fait en de nombreuses occasions, sur les classes trop souvent surchargées tant en collège qu'en lycée. Nous rappellerons simplement que 30 élèves par classes en collèges ou 35 en lycée ne sont pas des conditions permettant de lutter efficacement contre l'échec scolaire et pour la promotion des tous les élèves. Et l'annonce de **2650 postes d'enseignants** du second degré **en moins** au budget 2019 pour 32000 élèves en plus (et d'ores et

déjà de nouvelles suppressions prévues en 2020 et 2021) ne va pas dans le bon sens, c'est le moins qu'on puisse dire.

Cette rentrée a été également marquée par la concrétisation de plusieurs évolutions importantes dans la politique éducative. Sans revenir sur les « ajustements de programmes » en collège, qui sont bien davantage des nouveaux programmes publiés fin juillet pour application un mois (de vacances) plus tard au mépris des collègues, l'été a été marqué par le regrettable feuilleton Parcoursup, qui a plongé élèves et familles dans une angoisse entretenue par un rythme trop lent de libération des places dans les formations supérieures, tandis que, dans le même temps, les formations peinaient à trouver leurs effectifs. Au-delà des évolutions « techniques » qui seront envisagées, la FSU continue de dénoncer la logique qui sous-tend cette réforme de l'orientation : en mettant en place la possibilité de sélection à l'entrée de l'Université, en établissant des quotas et des capacités d'accueil, mais aussi en faisant le choix d'un dispositif d'affectation aussi anxiogène, le gouvernement dissuade tout un ensemble d'élèves de poursuivre des études supérieures à l'université, en produisant des formes d'auto-censure, qui touchent principalement les élèves issus de milieux défavorisés et ceux éloignés des centres universitaires.

Nous continuons de dénoncer la réforme des lycées généraux et technologiques, qui fait le choix d'une sélection généralisée à tous les niveaux – les projets de programme en cours de concertation en témoignent-, en renvoyant en outre la responsabilité des choix de parcours et d'éventuelles impasses dans l'orientation aux élèves et leurs familles.

Elle traduit malheureusement en actes le renoncement à un Service Public d'Education égal pour tous, sur tout le territoire, et met en concurrence établissements, personnels, et familles, sur fond d'inégalité territoriale, tout en permettant, par les regroupements et la réduction de l'offre de formation, des réductions de postes. Le caractère précipité de la mise en place de ce projet, sur deux niveaux simultanément, fait en outre courir le risque d'une ou deux générations d'élèves sacrifiés, par manque d'information et de recul.

Nous nous opposons également la disparition de l'enseignement d'exploration et de complément en EPS alors que cette enseignement, plébiscité par les élèves l'ayant suivi, offrait de réelles voies de poursuite d'études dans les formations ouvrant accès aux métiers du sport. Bien que ces métiers soient de plus en plus attractifs pour de nombreux jeunes, et que des débouchés réels existent, le gouvernement fait le choix de fermer ces filières. L'EPS devient même la seule discipline scolaire sans enseignement de spécialité en première et terminale. M. MACRON veut faire de la France une nation sportive et se targue que Paris ait obtenu les Jeux Olympiques et Paralympiques en 2024, mais il supprime 1600 postes au ministère de sports et diminue la place de l'EPS dans le parcours scolaire des élèves. A cela il convient également de dénoncer l'orientation prise par le ministère de l'Education Nationale dans sa rédaction du projet des futurs programmes EPS.

Nous dénonçons enfin les reculs en matière d'Education prioritaire dans notre académie, qui se traduisent désormais par la hausse des effectifs par classe, et

désormais l'extinction d'un accompagnement personnalisé jusqu'ici correctement financé dans les collèges REP et REP+, sous le prétexte de la mise en place de « Devoirs Faits » dans tous les collèges.

Dans la Voie professionnelle,

la FSU considère que le calendrier imposé par le ministre de l'Éducation Nationale n'a pas permis de discuter réellement de son projet de réforme.

Pour la FSU, la finalité de la voie professionnelle est de permettre, à la fois une insertion immédiate dans la vie active et des possibilités de poursuite d'études.

Les grilles horaires élèves, revues à la baisse, vont à l'encontre de ces objectifs et vont entraîner des suppressions de postes dans toutes les disciplines. Nous rappelons ici que la profession a voté contre ces grilles horaires, la FSU revendique des grilles horaires hebdomadaires identiques pour chaque diplôme.

Les « secondes par familles de métiers » censées retarder l'orientation, seront aussi source de suppression de poste en permettant un remplissage des classes, tout en déqualifiant les élèves. Le bac pro se réalise ainsi non plus en 4 ans, ou 3 ans mais alors en 2 ans !

La volonté d'implantation d'unité de formation en apprentissage dans tous les lycées professionnels, induira, de fait, la mixité des publics au sein d'une même classe, et impactera gravement nos conditions de travail et le statut des professeurs.

Les professeur-es de lycée professionnel ne sont pas dupes. Selon notre enquête, neuf sur dix considèrent que la réforme proposée par le ministre va dégrader leurs conditions de travail. Avec moins d'enseignement et des dispositifs qui n'ont pas fait leurs preuves, les conditions d'études des élèves ne pourront pas être améliorées, que ce soit pour une insertion professionnelle réussie ou une poursuite d'étude dans le supérieur. Le ministre est lancé dans un engrenage infernal : détérioration d'études et des conditions de travail, non prise en compte de la parole des PLP, absence de cadrage, calendrier beaucoup trop serré... La FSU dénonce cette transformation de la voie professionnelle qui a pour objectif de déstabiliser celle-ci pour mieux la faire disparaître.

La FSU considère aussi que les incertitudes sur la restructuration de la filière Gestion Administration (GA) sont inacceptables. Notre organisation syndicale soutient les collègues déstabilisé(e)s par la violence des annonces et stressés quant à leur avenir professionnel.

Pour le SNUEP-FSU, valoriser la voie professionnelle passe par un renforcement de la qualité des formations et l'amélioration des conditions de travail des personnels. L'objectif doit être de permettre à tou-tes les lycéen-nes professionnel-les de bénéficier de savoirs solides pour réussir leurs parcours scolaire et professionnel.

Les hommes et les femmes politiques au pouvoir ne changent pas et le projet politique reste le même pour l'éducation : reproduire les élites, diminuer les dépenses et formater le système éducatif pour l'employabilité dans la précarité des futurs salariés. Après la grève du 12 novembre, la FSU sera aux côtés des personnels pour défendre leurs revendications et elle sera fidèle à ses engagements pour alerter et résister face aux dangers qui pèsent sur notre société et sur notre démocratie.